



ASSEMBLEE GENERALE DU 25/06/2019

Plus de 60 personnes étaient présentes ce midi autour d'un en-cas dans la cour de condé, certains collègues étaient venus de loin : Chateameillant, Sancoins, Aubigny sur Nère, Vierzon, les Aix d'Angillon, St Amand Montrond.

Conscients de la gravité de la situation, beaucoup ont pris sur leur temps personnel pour aller dire au directeur leur désarroi et leur incompréhension de la destruction de nos services.

Nous avons lu une motion dont vous trouverez une copie au verso.

Le directeur nous a servi un discours bien rodé dans lequel aucun argumentaire ne va ni dans le sens de l'intérêt du public ni dans celui des agents. Nous avons quitté rapidement la direction.

Réunis à l'extérieur nous avons décidé de renouveler l'opération pique-nique à Lahitolle mardi prochain à partir de midi.

Nous avons également décidé, partout où cela sera possible, d'aller à l'entrée des conseils municipaux diffuser des tracts pour expliquer aux élus la vraie carte des services. Nous aurons besoin d'aide pour cela (tract à votre disposition).

Nous serons présents au conseil municipal de Vierzon jeudi sur invitation du maire.

Nous avons appris que le centre de tri allait fermer à Chateameillant, nous allons essayer de mettre en place une action commune avec la poste, nous vous solliciterons le moment venu pour être le plus nombreux possible.

MOTION ADOPTÉE EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous agents du département du Cher réunis en assemblée générale le 25 juin 2019 avec les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO-DGFIP, rejetons le plan de destruction de la DGFIP proposé par M DARMANIN.

Le nombre de communes d'implantation passerait de 20 à 4.

Un tel projet, s'il arrive à terme, sera néfaste pour le service public et les agents :

- Les services sont explosés ou délocalisés, les trésoreries sont rayées de la carte, le centre des Finances publiques de Sancerre est liquidé.

- De nombreux agents devront faire plusieurs dizaines de kilomètres pour rejoindre un hypothétique lieu de travail.

- Personne n'est dupe sur le fait que les MSAP ou les MFS ne sont qu'un artifice pour vendre ce projet aux médias et aux élus. Nous savons que ce ne sont que des permanences dans lesquelles la présence des agents de Finances Publiques n'est pas garantie.

- Nous savons que ce projet s'inscrit dans une volonté politique de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Corrélativement le projet de loi dit «de transformation de la fonction publique» démolit nos statuts et prépare la mobilité forcée vers d'autres administrations ou le privé.

Ce qui se prépare est un véritable plan de licenciements.

Nous agents des finances publiques demandons le retrait pur et simple du plan Darmanin et du Projet de loi DUSSOP !

Nous n'avons rien à gagner dans ce plan nous ne participerons pas à notre mise à mort !